

DANS LA JEUNESSE, MOBILISONS-NOUS LE 1ER OCTOBRE! METTONS UN COUP D'ARRÊT À LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT!

APPEL UNITAIRE DES SYNDICATS LYCÉENS ET ÉTUDIANTS, ET DES ORGANISATIONS POLITIQUES DE JEUNESSE

Alors que Macron s'empêtre dans une crise politique qui n'en finit pas, révélant toujours plus la nature profondément antidémocratique du régime, il n'hésite pas à faire une énième fois du pied au RN en nommant comme Premier ministre un technocrate parlant comme l'extrême-droite et faisant de la chasse aux étrangers et de l'austérité ses priorités. L'aggravation de la situation sociale d'une partie significative de la jeunesse, promet donc de croître avec l'alliance conclue entre Macron et Le Pen que consacre la nomination de Barnier à Matignon. Loin de mettre fin aux attaques antisociales, le nouveau gouvernement annonce déjà de nouvelles « économies » sur le dos des travailleurs et de la jeunesse, alors que les licenciements continuent de pleuvoir et que l'inflation ronge nos conditions de vie.

Pour les étudiant-es, le coût de la vie augmente de près de 490 € sur le budget annuel pour cette rentrée. Depuis 2017, c'est une augmentation estimée autour de 2650€. Et ce, alors que les salaires, les bourses, les aides sociales n'ont absolument pas suivi cette hausse. Le gouvernement continue de refuser la mise en place d'un revenu, à hauteur du coût de la vie, pour les étudiant-es qui leur permettrait de répondre à leurs besoins.

Dans les universités, les plateformes de sélection sociale comme Parcoursup, MonMaster et Campus France continuent de pousser des milliers de jeunes en dehors de l'Université. Pour rappel, en septembre 2023, ce sont plus de 280 000 jeunes sur les près de 1 000 000 inscrit-es sur Parcoursup qui n'ont pas eu d'affectation. Ceci ne fait que renforcer l'enseignement supérieur privé qui voit ses effectifs et ses profits grandir.

La généralisation du SNU se poursuit. En juin, de milliers de jeunes en seconde qui n'ont pas trouvé de stage ont dû s'inscrire obligatoirement au SNU pour pallier à l'obligation de valider un stage, sous le risque de ne pas pouvoir valider leur année. Nous dénonçons la généralisation de ce dispositif coûteux qui ne sert qu'à endoctriner la jeunesse derrière les idées nationalistes.

Dans les universités, nous constatons de nombreuses attaques contre les droits des étudiant-es : rattrapages, compensation, droit au redoublement... couplées à des mesures antidémocratiques visant à restreindre les activités des organisations de jeunesse progressistes.



Comme si cela ne suffisait pas, Macron poursuit ses mauvais coups. La future réforme de l'assurance chômage va encore plus frapper les privés d'emplois, dont beaucoup sont des jeunes. En prime, l'alliance des droites porte un budget multipliant de nouvelles coupes budgétaires sur les services publics. Le tout alors que les grandes entreprises françaises ne se sont jamais aussi bien portées, enregistrant des bénéfices records.

Ces politiques violentes et anti-sociales vont de pair avec la continuation d'un système capitaliste climatique et productiviste, comme en témoigne la nomination de Fabrice Loher, ministre de la Mer et allié de la surpêche. Leur politique fait peser sur les plus précaires les conséquences délétères des changements climatiques et de l'effondrement de la biodiversité.

Nous appelons la jeunesse, dans les lieux d'études et de travail à se mobiliser pour s'opposer à la politique de ce gouvernement. Nous devons construire un mouvement d'ensemble pour instaurer un rapport de force et imposer nos revendications. C'est dans ce sens que nous appelons à participer aux journées de grève interprofessionnelle appelées par les syndicats le 1er octobre, comme date devant servir de point d'appui vers une riposte d'ensemble.

Nous exigeons :

- La fin de la sélection à l'Université et un investissement à hauteur de besoin pour la création de places à la fac. L'inscription dans la fac et la filière de son choix pour tous les jeunes sans affectation en cette rentrée.
- L'extension du RSA aux 18-24 ans et sa revalorisation au niveau du seuil de pauvreté pour mettre fin à la minorité sociale des jeunes
- L'abrogation du dispositif SNU et des tentatives de retour de l'uniforme à l'école au profit d'investissements massifs dans l'Éducation nationale permettant de diminuer le nombre d'élèves par classe.
- L'abrogation de la réforme des retraites et de l'assurance chômage.
- Un revenu étudiant pour mettre fin à la précarité étudiante.
- Démission de Macron et de Barnier

